

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du vendredi 22 novembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 6
Nombres de votants : 20
Votes pour : 20
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : jeudi 31 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0262

**Portant avis du Conseil départemental sur le projet de décret relatif à la prolongation
des dispositifs du régime d'assurance chômage**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 portant élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil départemental données à sa commission permanente ;
- Vu** la lettre de saisine de Monsieur le Préfet de Mayotte en date du 10 juillet 2024 ;

Considérant le rapport n°2372 de Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Considérant l'avis de la commission Formation Professionnelle Éducation et Insertion en date du

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

- Article 1 :** de donner un avis favorable au projet de décret relatif au régime d'assurance chômage en rappelant le vœu du Département de voir la mise en place d'un calendrier d'accélération de la convergence générale en matière de droit ; notamment le droit du travail ; pour le territoire de Mayotte ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 3 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 10 octobre 2024

Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

Objet : Projet de décret relatif au régime d'assurance chômage

P. J : 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret relatif au régime d'assurance chômage élaboré par le ministère du travail et de l'emploi.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte, **selon la procédure d'urgence**.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général

Sabry HANI



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Délégation générale
à l'emploi et à la
formation professionnelle**

**COMMISSION NATIONALE DE LA NEGOCIATION
COLLECTIVE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Fiche de présentation

Projet de décret relatif au régime d'assurance chômage

1/ Objet :

Ce projet de décret a pour objet de proroger, jusqu'au 31 décembre 2024, les dispositions du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié, qui cesseront d'être en vigueur le 31 octobre 2024. Ce décret permet ainsi d'assurer le paiement de l'allocation d'aide au retour à l'emploi aux demandeurs d'emploi et le recouvrement des contributions afférentes au-delà de la date du 31 octobre 2024.

En effet, la Ministre du Travail et de l'Emploi a sollicité les partenaires sociaux pour préparer un avenant à la convention d'assurance chômage de novembre 2023, en vue de son agrément. Le délai nécessaire à la discussion paritaire ainsi qu'à la procédure d'agrément (de l'ordre de 6 semaines) nécessitent de prolonger les règles existantes d'indemnisation du chômage jusqu'au 31 décembre, pour garantir la continuité de l'indemnisation.

S'agissant du bonus-malus, afin d'éviter son extinction au 31 octobre 2024, le projet de décret prolonge les règles actuelles de modulation de la contribution employeur jusqu'au 31 décembre 2024.

2/ Entrée en vigueur :

Le décret entre en vigueur au lendemain de sa publication.

3/ Contenu du texte :

L'article 1^{er} modifie l'article 5bis du décret du 26 juillet 2019. Il prévoit que les dispositions des articles 50-2 à 51 de l'annexe A, relatives aux règles du bonus-malus, sont applicables à compter du 1^{er} septembre 2024.

Il rend applicable les dispositions de l'article 51 du règlement d'assurance chômage sur le dispositif bonus-malus dans sa rédaction issue du présent décret à compter du 1^{er} novembre 2024.

Enfin, il modifie l'article 6 du décret du 26 juillet 2019, prorogeant ainsi les dispositions du règlement d'assurance chômage (y compris les règles du dispositif du bonus-malus) jusqu'au 31 décembre 2024.

Envoyé en préfecture le 11/12/2024

Reçu en préfecture le 11/12/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20241211-DL2211240262-DE

L'article 2 modifie l'article 51 du règlement d'assurance chômage relatif au dispositif du bonus-malus pour le proroger jusqu'au 31 décembre 2024.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de vous soumettre pour avis.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail et de l'emploi

Décret n° XXX du XXX 2024 relatif au régime d'assurance chômage

NOR : TEMD2426488D

***Publics concernés :** demandeurs d'emploi indemnisés au titre de l'assurance chômage ; entreprises.*

***Objet :** prolongation des dispositions réglementaires relatives aux règles d'indemnisation et de contribution du régime d'assurance chômage.*

***Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Notice :** le texte prolonge les dispositions réglementaires relatives aux règles d'indemnisation du régime d'assurance chômage ainsi que les règles relatives au dispositif du bonus-malus jusqu'au 31 décembre 2024.*

***Références :** le présent décret et les dispositions réglementaires qu'il modifie peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du travail et de l'emploi :

Vu le code du travail ;

Vu le décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage ;

Vu l'avis de la commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du XX ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du XX ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du XX ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu.

Décrète :

Article 1^{er}

Le décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 5 bis, après le troisième alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Les articles 50-2 à 51 de l'annexe A, dans leur rédaction issue du décret n° 2024-853 du 30 juillet 2024, sont applicables à compter du 1er septembre 2024.

« L'article 51 du règlement d'assurance chômage, dans sa rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX XX 2024 relatif au régime d'assurance chômage, est applicable à compter du 1^{er} novembre 2024. » ;

2° A l'article 6 :

a) Au premier alinéa, la date : « 31 octobre 2024 » est remplacée par la date : « 31 décembre 2024 » ;

b) Le second alinéa est supprimé.

Article 2

Au dernier alinéa de l'article 51 du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé, la date « 31 octobre 2024 » est remplacée par la date « 31 décembre 2024 ».

Article 3

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer et la ministre du travail et de l'emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le Premier ministre,

Michel BARNIER

Le ministre auprès du Premier ministre
chargé des outre-mer,

François-Noël BUFFET

La ministre du travail et de l'emploi,

Astrid PANOSYAN-BOUVET